

Depuis quelques années, les suppressions de postes, et notamment des postes d'éducateurs en internat sont combattues par de nombreuses mobilisations des personnels dans les EREA. Chaque année, les académies mettent en place de véritables plans de destruction de ces établissements, s'appuyant sur les dernières circulaires, comme celle qui sera mise en œuvre à la rentrée 2018 (EREA n°2017-076 du 24-4-2017). Celle-ci remet en cause le fonctionnement des EREA et les statuts des personnels en allant vers la redéfinition locale et individuelle des missions et des obligations de services des enseignants affectées en EREA. Aussi, ces dernières années, la marche forcée vers l'inclusion généralisée sans moyens supplémentaires pour sa mise en œuvre va dans le sens d'une baisse des effectifs dans certaines structures et sont prétextes à la remise en cause globale des EREA (fermeture de l'EREA de Verny, Moselle). Pourtant, les EREA, s'ils ne sont pas la panacée, permettent à des jeunes dont la scolarité est mise à mal par un contexte social et/ou familial compliqué d'éviter une totale marginalisation et de reprendre confiance en leurs capacités d'apprentissage. En juin 2016, les mesures de suppressions massives de postes de PEE, remplacés par des AED (assistants d'éducation), a engendré la transformation des missions des agents amenés de plus en plus à délaissier leurs prérogatives éducatives, à s'investir davantage dans le « co-enseignement » ou des missions de Vie Scolaire. Les mobilisations perdurent et montrent la volonté des personnels et plus largement des acteurs de ces établissements à défendre un service publique de qualité pour les classes les plus modestes. Depuis, la casse continue et s'amplifie sur tout le territoire. A l'EREA de Villeurbanne, nos collègues PEE luttent toujours pour conserver leurs postes. Le remplacement des postes de PE éducateurs par des postes d'AED montre ses limites dans tous les établissements : une prise en charge des élèves saucissonnée, la multiplication des intervenants, une augmentation des phénomènes de violence, la multiplication des statuts des personnels, une précarisation des personnels accrue, ainsi qu'un turn over des encadrants

Quel est l'avenir de ces structures dans un tel contexte ?

Quelles perspectives positives les pouvoirs publics espèrent proposer pour ces jeunes, en continuant à sacrifier des outils éducatifs sans lesquels une part considérable des enfants de classes populaires est à une relégation inévitable ? **Nous appelons donc, l'ensemble des personnels à soutenir les grèves déjà engagées, et à se mobiliser contre la casse des structures de l'enseignement adapté (SEGPA et EREA), contre les suppressions de postes, et pour de vrais moyens en faveur des élèves en grande difficulté scolaire. [Stop au démantèlement des EREA !](#)**

Documents joints

[Stop au démantèlement des EREA !](#)